



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale
de la Cohésion Sociale et de la
Protection des Populations (DDCSPP)

Pôle Vétérinaire
Service installations classées pour la
protection de l'environnement

Chambéry, le 24 MARS 2021

**Arrêté préfectoral
portant mise en demeure**

**Société SAVOIE PAN
Commune de TOURNON**

Le préfet de la Savoie
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 mars 2019 actualisant l'autorisation d'exploiter de la société SAVOIE PAN pour son site implanté zone industrielle de Frontenex n°2 sur la commune de Tournon ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes du 26 février 2021 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral adressé à l'exploitant par courrier du 26 février 2021 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite d'inspection du 28 janvier 2021, il a été constaté que les installations électriques de l'établissement présentent plusieurs non-conformités au référentiel de sécurité APSAD en vigueur ou à la réglementation sur la protection des travailleurs, dont certaines sont récurrentes ;

CONSIDÉRANT par ailleurs que les vérifications réglementaires des installations électriques auxquelles a fait procéder l'exploitant en 2020 et 2021 sont incomplètes ;

CONSIDÉRANT que ces deux manquements contreviennent aux dispositions de l'article 6.4.2 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2019 susvisé, concernant l'entretien en bon état et la vérification des installations électriques ;

CONSIDÉRANT que cette situation induit des risques d'incendie, dans une entreprise dont l'activité est centrée sur le bois et les déchets de bois, matières notoirement combustibles ;

CONSIDÉRANT que la visite d'inspection du 28 janvier 2021 a mis en évidence que, depuis le 13 juillet 2020, l'exploitant dispose des résultats d'analyses des eaux d'extinction générées lors des incendies du 6 juin et 1^{er} juillet 2020 et confinées dans le bassin de rétention B ;

CONSIDÉRANT que, selon les modalités de gestion définies aux articles 3.3.4 et 3.4.4 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2019, ces eaux d'extinction ne peuvent être rejetées au réseau d'eaux pluviales, mais doivent être pompées, évacuées et traitées comme des déchets dans une installation conforme ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite d'inspection du 28 janvier 2021, il a été constaté que ces eaux d'extinction étaient toujours confinées dans le bassin de rétention B, en infraction aux dispositions de l'article 3.3.4 susvisé, qui prévoit l'évacuation des eaux dans un délai d'un mois après l'incendie ;

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

ARRÊTE

Article 1 :

La société SAVOIE PAN, représentée par son président, monsieur Maurizio ANNOVATI, et dont le siège social est établi zone industrielle de Frontenex n°2, 12 rue du Bois de l'Île sur la commune de Tournon, et qui exploite à la même adresse une activité de broyage de bois et de déchets de bois (SIRET établissement : 509 518 957 00022), est mise en demeure de se conformer aux dispositions des articles 3.3.4 et 6.4.2 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2019 en faisant procéder :

- dans un délai de 1 mois : au pompage, à l'évacuation et au traitement comme des déchets, dans des installations conformes, des eaux d'extinction des incendies confinées dans le bassin B ;
- dans un délai de 2 mois : à l'ensemble des travaux de mise en conformité des installations électriques ;
- dans un délai de 3 mois : à une vérification complète des installations électriques, y compris les vérifications nécessitant une coupure générale des installations électriques.

Les délais susmentionnés courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 : Sanctions administratives

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, les sanctions prévues par le paragraphe II de l'article L. 171-8 du même code.

Article 3 : Délais et voie de recours

Conformément aux articles L.171-11 et suivant du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans un délais, prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie à l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Article 4 : Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de la Savoie, monsieur le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au maire de Tournon.

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale,

Juliette PART